

LA SFIO DES ANNÉES 1905-1914 : CONSTRUIRE LE PARTI

Frédéric Cépède

Société d'études jaurésiennes | Cahiers Jaurès

2008/1 - N° 187-188
pages 29 à 45

ISSN 1268-5399

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-cahiers-jaures-2008-1-page-29.htm>

Pour citer cet article :

Cépède Frédéric, « La SFIO des années 1905-1914 : construire le parti »,
Cahiers Jaurès, 2008/1 N° 187-188, p. 29-45.

Distribution électronique Cairn.info pour Société d'études jaurésiennes.

© Société d'études jaurésiennes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La SFIO des années 1905-1914 : construire le parti

Recruter, compter, gérer

Le 12 juin 1905, dans les semaines qui suivent l'unification socialiste au congrès de la salle du Globe, Marcel Sembat note dans son journal les propos qu'il vient de tenir à ses camarades : « Je dis l'unité vivante, le recrutement noyant les personnalités, les 30000 portés à 300000 pour commencer à être un parti¹ ! » Multiplier par dix les effectifs, l'objectif que fixe Sembat à la nouvelle organisation pour « être un vrai parti » situe bien l'enjeu pour l'un des acteurs de l'unité. La division ayant été diagnostiquée comme l'obstacle majeur au développement du parti du socialisme en France, la mesure du succès pour le Parti unifié passe par le recrutement. En matière de nombre, le Parti socialiste de France pouvait avancer celui de ses militants et le Parti socialiste français celui de ses élus et de ses électeurs pour réclamer plus de délégués dans la nouvelle organisation. De telles querelles de chiffres révèlent des enjeux politiques, des conceptions du parti, des histoires récentes, des héritages qui doivent désormais cohabiter. Recruter, cet objectif rassemble tous les socialistes. Compter c'est aussi se compter, car d'après les statuts adoptés, le nombre de mandats obtenus par chaque motion soumise au vote détermine la représentation exacte des forces qui la soutiennent, et le nombre de militants assure à chaque groupe, section ou fédération sa représentation dans les congrès aux différents échelons. C'est dire si ces questions sont primordiales pour les socialistes. Gérer, le verbe est plus problématique : ses sens sont très divers – gestion des hommes, des conflits, des affaires de la cité quand on exerce un pouvoir local ou national – et renvoient à une lecture managé-

1. Marcel SEMBAT, *Les Cahiers noirs, journal, 1905-1922*, présentation et notes de Christian Phéline, Paris, Viviane Hamy, 2007, p. 112.

riale et stratégique de la vie politique². Si l'on peut observer la SFIO comme une « entreprise » et en pointer les insuffisances organisationnelles au regard de la conquête de nouveaux militants, électeurs, ou élus, évaluer strictement les discours et les actes, les objectifs et les résultats, les conclusions en sont difficiles à tirer et en tout état de cause inopérantes pour comprendre l'importance du développement à certains endroits et les lacunes ailleurs, et elles doivent systématiquement être ramenées à ce qu'est ce parti, ce qu'il dit être, les tensions qui le traversent, l'histoire qu'il porte, le terrain sur lequel il évolue.

Rappelons à ce propos cette donnée de base, inscrite dans les statuts de la SFIO : la SFIO est une fédération de fédérations, celles-ci étant des fédérations de sections. Les structures fédérales et locales ont une large autonomie, leurs propres moyens. Les fédérations les plus puissantes ont leur administration, peuvent disposer d'un organe de presse, éditer des brochures, avoir des permanents... Mais, dans la plupart des départements, ce n'est pas le cas. Il reste que, petites ou grandes, les fédérations sont jalousement attachées à leurs prérogatives. Aussi, face à une réalité de terrain trop peu connue et surtout extrêmement diversifiée, nous nous intéressons ici à la politique et la gestion de la direction du parti, c'est-à-dire du conseil national, « l'organe d'exécution et d'administration dans l'intervalle des congrès » d'après les statuts.

Le parti doit recruter, car sans cela il est voué à la mort, c'est en substance ce qu'écrit Paul Louis en 1912 dans le volume « Le parti socialiste en France » de l'*Encyclopédie socialiste* de Compère-Morel et Jean Lorris³. Dans ce dessein, il a une méthode appelée la propagande à laquelle il consacre 70 pages. « Être socialiste, c'est propager », comme le disait Madeleine Rebérioux, et ils le font avec ferveur depuis des années. Mais il faut, à partir de 1905, dans le parti unifié, rationaliser la propagande, adapter ses buts et moyens aux terroirs, au moment, au milieu, à l'auditoire, s'imprégner des qualités que doit avoir un secrétaire de section chargé de l'organisation de la propagande à l'échelon local, un secrétaire fédéral pour la propagande au niveau départemental, etc. Dans la gestion

2. Frédéric SAWICKI, *Les Réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.

3. COMPÈRE-MOREL, *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, 12 vol., Paris, Librairie socialiste, 1912-1921.

de cette propagande, on le sait, la réalité fut souvent plus prosaïque : seules quelques fédérations répondaient au modèle.

Mesurer la réussite de ce recrutement impose de compter : d'où l'abondance des données chiffrées fournies par les rapports au congrès, reflets des évolutions sur le terrain relayées par les fédérations. Dès le deuxième congrès de 1905, en novembre, le conseil national doit affirmer son efficacité. Et en l'occurrence, c'est la preuve par les chiffres et les données statistiques : nombre d'adhérents, de journaux, de fédérations constituées, de réunions organisées, avec répartition par fédération, nombre d'orateurs mobilisés (par exemple : 53 orateurs en 1905, pour un total de 255 réunions tenues dans 46 fédérations sur 67, dont 37 dans le Nord, 24 dans la Nièvre, 3 dans la Seine : tels sont le type de données fournies dans chaque rapport de congrès) avec le total de réunions animées par chacun d'entre eux : au palmarès de 1906, Renaudel avec 57 réunions arrive devant Mauger, 30, Guesde 29, Roland 19, loin devant Jaurès 4, Longuet 3, Sembat, Lafargue 2. L'action du parti entre deux congrès est résumée pour l'information des militants : rapports du trésorier du Parti, comptes de l'année écoulée, rapport de la commission de contrôle, rapports de la Librairie, comptes de *L'Humanité* dès que le parti a droit de contrôle sur le quotidien de Jaurès, sans négliger les rapports du groupe parlementaire, aussi important pour mettre en avant l'action du Parti que pour contrôler les élus !

Ces rapports, édités dans la presse, repris lors de l'édition des sténographies du congrès, ont nourri les travaux des historiens du socialisme⁴. Au-delà des indications qu'ils nous fournissent sur le développement du parti, ils peuvent se lire comme une partition que cet article se propose de déchiffrer en trois temps. Même si ces données sont largement connues, une rapide synthèse de l'évolution en chiffres de la SFIO entre 1905 et 1914 permet d'abord de dresser le tableau de progression du Parti socialiste de l'unité à la guerre, et d'apporter une première réponse à la question de la gestion du parti. Car d'un point de vue économique et comptable, la SFIO est-elle une entreprise gérable ? Mais cette question a-t-elle un sens compte tenu de l'histoire de ce parti ? Cette partition,

4. Sauf indication contraire, et pour ne pas alourdir les notes, les données chiffrées proviennent des Rapports des congrès annuels publiés par le Parti socialiste SFIO dans les comptes rendus analytiques ou sténographiques des congrès. Nous n'indiquons que l'année de référence ou le nom du congrès.

troisième temps de la réflexion, renseigne sur la fonction que la SFIO assigne à ces chiffres qui révèlent de la petite musique du parti. Cette musique continue à se faire entendre bien des années après l'unité et bien des échos en sont encore perceptibles aujourd'hui.

La SFIO, données chiffrées : recruter et se compter

À la veille de la guerre de 1914, le Parti socialiste déclare 93218 adhérents, soit un peu moins que le triplement de ses effectifs (puisque le chiffre officiel des effectifs du congrès de l'unité est de 34688), ne réalisant donc que le tiers de l'objectif fixé par Sembat. Ce qui ne diminue pas le succès obtenu en moins de dix ans par le Parti socialiste SFIO. Ces faits sont largement connus. De même, sa conquête des terroirs, son implantation territoriale n'ont plus de secrets pour les historiens.

L'unité, contrairement à ce qu'en attendaient ses promoteurs, ne crée pas une vague d'adhésions irrésistible et uniforme. En 1907, la fédération du Nord, avec 8700 adhérents contre 7700 à la fin 1905, prend la première place à celle de la Seine qui, elle, a perdu près de 2000 membres entre le deuxième et le quatrième congrès (1907). Avec 1785 adhérents, la fédération de Gironde⁵ arrive en 1905 en troisième position pour ses effectifs, mais la chute ne peut être évitée : 1400 adhérents en 1907, 1300 en 1908, 1180 en 1909, 913 en 1910. Ses effectifs ne remontent qu'à partir de 1911 pour atteindre 2212 en 1913 ; dépassée par le Pas-de-Calais et le Gard, la Gironde est désormais au cinquième rang. Et si l'Allier, la Loire, l'Aube qui figurent en sixième, septième et huitième positions au moment de l'unité, gagnent chacune près de deux cents adhérents, elles ne se situent plus respectivement qu'au quatorzième, quinzième et dix-septième rangs en 1914. C'est-à-dire que leur poids politique a régressé au profit de fédérations où l'unité a provoqué une dynamique : la Haute-Vienne, le Var, l'Isère, les Ardennes, la Saône-et-Loire, les Bouches-du-Rhône et la Seine-et-Oise confirment leur force dans le parti.

5. Pierre BRANA, Jean CAVINAC, Yves CUQ, « Le mouvement ouvrier en Gironde 1870-1939 », *Cahier de l'institut aquitain d'études sociales*, 2 ; Alain AZIANI, *Cent ans de socialisme en Gironde, Bordeaux, Le Populaire girondin*, 1999.

L'ascension est constante, plus nette et « plus marquée sans doute après chaque consultation nationale du suffrage universel » (congrès de Brest, 1913). Ce constat peut inspirer deux explications qui ne s'excluent pas l'une l'autre : la SFIO se mobilise mieux en période électorale, et les citoyens ou adhérents potentiels sont plus réceptifs dans ces périodes et permettent aux grains semés par les propagandistes de germer, pour reprendre une image récurrente à l'époque.

Toujours en 1914, un classement des fédérations où le nombre d'adhérents est rapporté au nombre d'habitants des départements – c'est d'ailleurs la première fois que cette corrélation est effectuée – montre que la hiérarchie traditionnelle est bousculée : si le Nord arrive toujours en tête avec 6,5 adhérents pour 1000 habitants, il est suivi du Gard (5,7), de la Haute-Vienne (5,3), de l'Aube (4,9) qui passe dans ce classement de la 15^e place en nombre d'adhérents à la 4^e, du Vaucluse et du Var (4,5), des Ardennes (4,1), des Pyrénées-Orientales (3,4), du Pas-de-Calais (3,2), de l'Allier (2,9), et la Seine recule de la deuxième à la onzième place (2,8). Mais le rapport livre cette information brute, laissant à chacun le soin d'en tirer les conclusions selon son terrain d'action.

En 1914, Louis Dubreuilh, secrétaire général du Parti, relève dans son rapport pour le congrès d'Amiens que si l'on se reporte à 1905, malgré la multiplication par trois des effectifs, aucune fédération n'a connu une évolution régulière. En se référant à 1910, seules six ont crû sans interruption. Et si les effectifs ont globalement progressé entre 1912 et 1914, 30 fédérations ont connu une baisse de leurs effectifs. Il importe donc de scruter ces chiffres dans le détail tant un événement valable ici pour expliquer le développement (comme la campagne contre les trois ans dans la Seine et la Seine-et-Oise), n'aura pas d'impact ailleurs, où d'autres causes joueront : grèves, luttes ouvrières, répressions, etc. Au nom de la CAP (Commission Administrative Permanente), Dubreuilh livre à la réflexion de ses camarades les données suivantes : il y a plus de 20 millions de travailleurs adultes, hommes et femmes, en France, il y a un million cent mille électeurs socialistes et dans les rangs du parti, 75000 cotisants, soit 0,37 % des «travailleurs prolétarisés», et 0,68 % des électeurs socialistes. Il insiste donc une nouvelle fois sur la rationalisation de la propagande, mais sans aucunement remettre en cause ce qui est fait... et sans apporter de nouvelles solutions.

Du point de vue électoral, la tendance est la même, avec là aussi des décalages importants. Les voix socialistes aux élections législatives passent de 877999 en 1906 à 1,4 million en 1914, les socialistes doublant leur représentation à la Chambre des députés (de 51 à 102 députés). L'influence du Parti socialiste, l'importance de ses chefs, dépassent certainement ce strict plan comptable, mais les résultats ne sont pas là non plus spectaculaires pour la SFIO, sans être pour autant négligeables. La SFIO restera à cet étiage tout au long de son histoire, mis à part les hautes eaux du Front populaire et de la Libération.

Avancées et reculs, les élections municipales connaissent également des performances contrastées. En 1908, la SFIO a engagé la bataille dans 1200 communes et réussi à faire entrer des socialistes dans plus de 500 municipalités, avec 3800 élus municipaux pour toute la France, soit un doublement depuis les dernières municipales. C'est un succès à Nîmes, Calais, Montluçon gagnées par la SFIO, mais c'est aussi la perte de Brest, Toulouse et Dijon. La corrélation entre le nombre de militants et les entrées dans les conseils municipaux est là plus évidente puisque les gains se font dans les fédérations les plus puissantes : Nord, Pas-de-Calais, Gard.

Compte tenu de ces chiffres, peut-on, doit-on, parler d'un succès de l'unité ou d'un échec relatif ? Personne n'a jamais parlé d'un échec de l'unité parce qu'au-delà de tous les chiffres, l'unité socialiste est devenue une réalité. Dès lors, la comparaison se fait moins entre les gains militants et électoraux espérés et les résultats enregistrés qu'avec les divisions et les stagnations de la période qui a précédé. Les longues années de division, depuis au moins « l'immortel congrès » de 1879, restent dans les mémoires, et cette fragile unité, que la presse annonce plus d'une fois sur le point de se rompre, comme à la veille de ce fameux congrès de 1908 qui vit finalement pour la postérité la tout aussi fameuse synthèse jaurésienne, est le bien le plus précieux.

Si l'unité n'est pas suivie d'un élan initial à la hauteur des espoirs, si les évolutions sont très contrastées d'une fédération à l'autre, la SFIO s'impose comme une force électorale et militante qui compte. Mais devient-elle un grand parti structuré ?

La SFIO est-elle gérable ? Les moyens de l'action

Sur le plan des recettes et dépenses du parti, la progression est parallèle à celle des effectifs et des succès électoraux : elles doublent entre 1906 et 1913 (années de référence pour lesquelles les rapports fournissent des données complètes). Les recettes proviennent essentiellement des cotisations des adhérents et de celles des élus. S'agissant des dépenses, elles progressent de 90130,10 F à 185184,80 F ; c'est-à-dire qu'elles évoluent moins vite que le développement du Parti. Christophe Prochasson et Gilles Candar⁶, dans leur article référence sur « le socialisme à la conquête des terroirs » (dans lequel ils décryptent les rapports de congrès), montrent que la part de la propagande dans le total des dépenses passe de 35 % à 48 %, hausse due essentiellement à l'augmentation du nombre des délégués à la propagande, qui passent de deux à quatre voire cinq⁷ ; mais comme leurs fonctions peuvent se cumuler avec des tâches administratives et se succéder dans l'année, le compte précis est difficile à tenir. Ajouté aux cinq permanents chargés de l'administration du Parti (Louis Dubreuilh, Camélinat, Lucien Roland, et deux employés), le nombre de salariés rémunérés par le parti est donc au maximum d'une dizaine de personnes. Il est sans doute plus proche de sept ou huit permanents rattachés au siège central, du 16 rue de la Corderie dans le troisième arrondissement au 37 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie dans le quatrième où le Parti socialiste s'installe en 1912. Il est difficile dans ces conditions de « gérer ».

La structure souvent flottante du « plan comptable » adopté par la SFIO permet mal d'apprécier, dans le détail, les évolutions poste par poste des entrées et des dépenses. Pourtant, il ne faudrait pas y voir une volonté de dissimulation, plutôt un manque de rigueur. Dans les premières années de l'unité, les rapports de la trésorerie sont adoptés sans trop de discussion, si ce n'est en ce qui concerne la rentrée des cotisations des élus : les militants sont très sourcilieux sur ce point (vieux relents d'antiparlementarisme de gauche), et les difficultés de certaines fédérations à atteindre les objectifs sont mises en regard de leur manque de moyens et de l'implication insuffisante de leurs élus, quand elles en ont un. Ceux-ci répondent

6. Gilles CANDAR et Christophe PROCHASSON, « Le socialisme à la conquête des terroirs », *Le Mouvement social*, 160, juillet septembre 1992, pp. 46-47.

7. Gilles CANDAR, « Propagandistes : À propos de Jean Longuet, Marcel Cachin, Lucien Roland et quelques autres... », *L'OURS, cahier et revue*, 211, 1993.

à ces attaques en mettant en avant la lourdeur de leur tâche.

En matière de politique salariale, le parti paye correctement ses permanents. En 1914, le secrétaire Dubreuilh touche 5400 F, le trésorier Camélinat 4200 F, 3600 pour un employé, et de l'ordre de 4200 F pour les délégués à la propagande ; un député perçoit à peu près 15000 F par an comme indemnité (dont il doit reverser 3000 F au Parti, une motion déposée en 1912 demandant de relever cette cotisation à 6000 F ayant été repoussée par le congrès). Signalons qu'au congrès de 1909, Caffin de la Seine, se félicitant de la santé florissante de la trésorerie du Parti, remarque que « le Parti socialiste étant un parti de classe ne peut lui-même établir une classe parmi ses salariés ». Il demande que l'on établisse un tarif unique des salaires. Proposition non soumise au vote et non reprise par la suite.

Les rapports de la trésorerie apportent des éclairages intéressants sur le développement et le fonctionnement du Parti. Jusqu'en 1908, les comptes globaux du Parti – activités et bilan – sont arrêtés à la date du congrès. À partir de 1909, il est décidé de présenter des comptes annuels correspondant à l'année civile. Le trésorier Zéphirin Camélinat, « vétéran des luttes ouvrières⁸ » – il a 65 ans au moment de l'unité – n'est pas un comptable de profession ; son dévouement, sa probité sont appréciés de ses camarades mais il a la réputation de « tenir des comptes très embrouillés⁹ ». Jusqu'en 1913, malgré le rapport d'Albert Tanger, membre de la CAP, qui, en décembre 1908, propose à son parti de se doter d'un véritable budget prévisionnel¹⁰, ces questions comptables ne débouchent sur aucune prise de décision. Les comptes, souvent flous, sont d'ailleurs adoptés dans l'indifférence générale.

Arrêtons-nous un instant sur les rapports¹¹ de la librairie présentés par Lucien Roland entre 1905 et 1913 (puisque le parti accorde une très grande importance à la propagande par le livre et la lecture, la seule vraiment efficace pour « faire germer le grain semé »). Leur présentation confirme l'absence, comme pour le parti, de budget prévisionnel. Tanger, en 1908,

8. Hubert ROUGET, *La France socialiste*, p. 114, in COMPÈRE-MOREL, *Encyclopédie socialiste...*, op. cit.

9. Gilles CANDAR et Christophe PROCHASSON, « Le socialisme à la conquête des terroirs », art. cit., p. 46.

10. Albert TANGER, « Rapport sur la réorganisation de la trésorerie », *Le socialiste*, 29 décembre 1907.

11. Frédéric CÉPEDE, *Les Maisons d'édition du Parti socialiste SFIO*, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction de Danielle TARTAKOWSKY, Université de Paris I, 1994

dans son rapport est plus direct sur l'absence de gestion de ce secteur : « La librairie est un service commercial que le parti ne doit pas traiter comme l'État traite ses régies, c'est-à-dire en absorbant ses bénéfices à mesure qu'ils se produisent. Au contraire, nous devons lui laisser une certaine indépendance budgétaire qui lui permette d'accroître son stock et d'augmenter son rendement jusqu'au jour où elle pourra verser une subvention au Parti¹². »

Ces recommandations de bonne gestion – de bon sens commercial – ne sont pas suivies d'effet. À la librairie, Roland et Collignon sont submergés de demandes diverses. Le Parti socialiste ne se vit pas comme une entreprise, définissant ses objectifs de recettes et adaptant ses dépenses en conséquence.

L'approche de la gestion par Roland témoigne de la volonté de prouver aux militants que leur argent est bien gardé. Quant à son utilisation, la question semble moins importante. D'un strict point de vue financier, la librairie dégage chaque année un excédent qui oscille de 1906 à 1913 entre 3000 et 6000 francs. Ces rentrées, non négligeables, auraient permis de couvrir le salaire annuel du libraire (4800 francs en 1914) inscrit au budget général du Parti.

On a une meilleure appréciation de l'importance accordée à la librairie en rapportant ses recettes et dépenses aux recettes et dépenses totales du Parti. En effet, de 12,5 % en 1905, cette part diminue pour atteindre 6,83 % en 1913. Il apparaît que la progression des effectifs du Parti socialiste et de son audience dans le pays, qui se traduit sur un plan comptable par une augmentation des recettes d'adhésions et des cotisations des élus, ne s'accompagne pas d'une même progression des ventes de la librairie. Les dépenses passent de 15,23 % en 1906 à 4,3 % en 1913. Cette évolution montre à elle seule l'absence d'effort réel et prolongé, le manque de moyens mis dans la diffusion de la littérature socialiste se répercutant certainement sur les ventes de celle-ci. La SFIO n'a pris absolument aucun risque dans la gestion de la librairie. Nouvelle confirmation du fait que le discours sur l'importance de la propagande par le livre et la brochure n'a aucune traduction dans le budget du Parti.

12. Albert TANGER, « Rapport sur la réorganisation de la trésorerie », *op. cit.*

En conclusion de ses rapports, Lucien Roland fournissait une estimation des ventes par postes, brochures et livres, cartes postales, petit matériel de propagande avec quelques lignes de commentaire. Pour la diffusion de la littérature socialiste, nous devons nous en tenir aux chiffres globaux avancés : 36000 brochures et volumes sont vendus en 1906, 80000 l'année suivante, 130000 en 1909, chiffre le plus élevé pour la période, et 90000 en 1912. Entre 1906 et 1912, la moyenne se situe autour de 90000 livres et brochures par an. Il n'y a donc pas de corrélation directe entre l'augmentation régulière du nombre d'adhérents et la progression des ventes de littérature socialiste.

Il faut se garder des conclusions hâtives. Tous les chiffres – qui dans l'importance que leur accordent les cadres du parti, nous y reviendrons, relèvent du fétichisme – sont à considérer avec prudence même si les tendances qu'ils permettent de dégager sont corrélées par d'autres sources, et notamment par les éditions propres du parti. De plus, la librairie du Parti socialiste n'a pas l'exclusivité de la vente des livres et brochures socialistes. Sans compter les librairies traditionnelles auprès desquelles les militants peuvent se procurer les ouvrages, elle subit la concurrence directe d'autres librairies socialistes, à commencer par celle du journal *L'Humanité* ; puis, il faut compter, à partir de 1907, avec celle du *Socialisme*, organe de tendance des guesdistes, avec celle de *La Guerre sociale*, le journal de Gustave Hervé, sans oublier les librairies et bibliothèques des journaux fédéraux. À titre d'exemple, en 1908, le rapport de *L'Humanité*¹³ annonce une réduction de perte de 11000 francs, « dont 5000 francs proviennent de la vente du journal et 6000 francs du service de la librairie ». La librairie de *L'Humanité* fait donc à peu près le même chiffre d'affaires que la librairie « officielle ». La SFIO n'a pas réussi à centraliser cette activité et la déperdition d'énergie entre les différentes structures n'est sans doute pas étrangère aux difficultés.

Les résultats financiers de la librairie ont servi de toile de fond à toutes les discussions sur l'importance à accorder à la propagande par le livre et la brochure, et aux moyens que le Parti doit y consacrer. Mais il n'est jamais question d'investir, d'élaborer un plan de publications, de prospecter,

13. Conseil d'administration de *L'Humanité*, in 6^e congrès national tenu à Saint-Étienne les 11, 12, 13 et 14 avril 1909, compte rendu sténographique, Parti socialiste (Section Française de l'Internationale Ouvrière), au siège du Conseil national, Paris, 1909 (juillet), p. 59.

d'éditer un catalogue, de changer les maquettes, d'utiliser des images, de faire de la publicité ailleurs que dans les publications du Parti...

Un seul débat public un peu important sur ces questions financières anime, en 1913, la première séance du congrès. Il porte sur les salaires des « permanents », avec exemples à l'appui, en regard du travail accompli, et sur l'absence de précision des données de la trésorerie. L'offensive menée par une partie de la fédération de la Seine vise moins d'ailleurs à dénoncer des privilèges ou de la malhonnêteté dans les comptes, qu'à pointer l'amateurisme de la gestion du Parti (mais c'est aussi une manière de déstabiliser la direction à des fins politiques). Gustave Delory, élu du Nord – la fédération référence (n'est-elle pas devenue la première du Parti ?) – propose qu'une « commission de réorganisation » de 5 membres étudie avec la CAP les moyens de fournir des comptes fiables, les remarques sur le désordre du trésorier Camélinat – et la non tenue de la comptabilité – émaillant nombre de discussions sur les rapports depuis 1906. En 1914, les comptes adoptent une présentation plus détaillée, avec par exemple, le montant des salaires des permanents du Parti. Certaines remarques ont donc été entendues, mais la SFIO ne présente toujours pas de vrai budget prévisionnel, avec des objectifs chiffrés.

Le parti ne gère pas : il tient une comptabilité de père de famille, enregistrant scrupuleusement dépenses et recettes, et rendant régulièrement des comptes dans une indifférence quasi générale. Les conséquences s'en font sentir à tous les niveaux de la propagande, notamment dans l'incapacité de la SFIO à faire vivre une presse quotidienne nationale puissante : la SFIO peut se féliciter dans ses rapports, congrès après congrès, de ses quatre, puis cinq quotidiens régionaux – les socialistes « toulousains » ne lancent-ils pas en 1908 *Le Midi socialiste* ? – et de ses innombrables mensuels ou périodiques, elle ne met pas tous ses moyens dans *L'Humanité*¹⁴, qui connaît des difficultés structurelles. Le Parti socialiste ne gère pas car, quand bien même il le voudrait, il n'est pas une entreprise, il n'est que la juxtaposition de petites entreprises, de sections, de fédérations, de courants, unis pour la diffusion du message socialiste, unis pour partir à la bataille électorale, mais qui gardent jalousement chacune

14. Alexandre COURBAN, *L'Humanité* (avril 1904 - août 1939). *Histoire sociale, politique et culturelle d'un journal du mouvement ouvrier français*, thèse pour le doctorat d'histoire sous la direction de Serge Wolikow, Université de Bourgogne, décembre 2005.

leurs habitudes. Cela tient à son histoire, aux conditions mêmes de l'unité, et personne ne veut prendre le risque d'en modifier les bases.

Du bon usage des chiffres pour l'image du parti :
science, transparence, contrôle et mémoire de l'organisation

Ce sont bien évidemment les chiffres d'évolution des effectifs, fédération par fédération, qui sont le véritable thermomètre de la santé du parti, des effets de l'unité, et des efforts de chacun sur son terrain. Cartes et timbres achetés par les fédérations, cartes à 8 timbres entrant dans le calcul des mandats..., ces éléments ont des répercussions sur les moyens dont dispose le Parti mais il ne faut pas négliger qu'elles déterminent le nombre de mandats détenus par une fédération, et donc son poids politique dans le parti. En effet, dans le calcul des mandats, seul est pris en compte le nombre de militants d'une fédération, une fédération ayant d'importants gains de voix des électeurs sans militants supplémentaires ne voyant pas le nombre de ses mandats, dans les congrès, modifié.

Les chiffres fournis par les fédérations, sont donc validés par le conseil national et publiés dans les rapports : ils ne donnent pas lieu à contestation lors des congrès, et pour cette période, les historiens les tiennent pour fiables.

Cependant, cet usage des chiffres ne débouche pas sur de réelles conclusions, et le Parti se refuse à comparer ce qui n'est pas comparable, ni à opposer de bonnes fédérations à d'autres. Les données sont présentées, expliquées pour certaines, mais il ne faut décourager personne, les militants et responsables sont assez intelligents pour tirer eux-mêmes les conclusions des gains et pertes. Il n'y a pas de véritable contrôle de l'action du parti à travers ces chiffres et données, les votes sur les motions politiques portant de fait validation de la ligne de la majorité du parti.

Les rapports des congrès témoignent d'un fétichisme des chiffres qu'il faut aussi interroger. S'ils sont la preuve de l'activité du Parti, de l'investissement de ses dirigeants et de ses permanents, ils sont aussi la condition du vivre ensemble, et de la confiance accordée. Ils sont destinés à l'examen de confiance commun, annuel et ritualisé en congrès, d'où procède toute l'autorité du Parti. Leur usage interne n'est pas à démontrer, il est consubstantiel au Parti. Le grand soin porté à leur exposition et la rareté des contestations à leur sujet – qu'il s'agisse de l'activité des propagandistes ou des chiffres des effectifs par fédération, du calcul des mandats, des

mandats obtenus par les motions... – attestent le sérieux avec lequel ils sont pris par tous les acteurs. On ne badine pas avec les chiffres. Ils sont si importants qu'ils sont publiés deux fois : dans l'hebdomadaire national, *Le Socialiste*, quelques semaines avant le congrès¹⁵, puis dans les rapports qui s'intègrent dans le compte rendu analytique puis sténographique du congrès, dans les mois qui suivent.

Mais en dépassant leur fonction interne statutaire, ces chiffres, ces tableaux, ces statistiques, ces courbes et ces graphiques, les corrélations établies, composent l'image d'un parti sérieux, structuré, responsable, offerte aux militants et aux observateurs extérieurs. Ces chiffres sont à la fois un miroir tendu au parti, et une belle photographie, reflet de la réalité d'une organisation moderne. Au même titre que les portraits de ses chefs, des bustes de ses grands anciens, des drapeaux, des oriflammes proposées à la vente par la Librairie du Parti, ou des cartes postales des congrès diffusés sur les lieux de l'événement, ils sont des illustrations de la vie du parti, des images militantes.

Les chiffres, tableaux, et données de toutes sortes, montrent que le parti existe vraiment, qu'il se connaît, qu'il s'étudie, s'observe à partir d'éléments incontestables. À l'heure du marxisme scientifique, de la science socialiste, la SFIO est un parti moderne, les chiffres le garantissent. On quitte le terrain des mots de la politique, de la littérature, pour celui de la science des chiffres qui, eux, ne mentent pas.

Science et transparence : la SFIO sait se montrer et se regarder, et elle ne garde pas pour elle ses informations, elle les fait circuler car elle n'a rien à cacher. Ces chiffres ont donc une fonction essentielle du point de vue du parti en interne. Ils donnent à voir l'image que le parti a de lui-même. Compter, c'est se montrer à soi-même sa force, sa puissance, fournir l'échelle à l'aune de laquelle se mesurent les succès, tout en ne craignant pas d'afficher le travail qu'il reste à faire. Par les chiffres, les expériences des uns sont validées, un modèle est proposé, à charge pour d'autres de s'en saisir et de parvenir au même résultat, dont la publicité trouve aussi sa place dans le livre commun. Cette mise en chiffres des activités de propagande (nombre de réunion, fédérations visitées par les délégués, journaux

15. Idéalement, car certaines années l'actualité en retarde la parution, situation qui ne manque pas de déclencher excuses et justifications diverses, mais qui ne débouche sur aucune remise en cause du travail du conseil national.

socialistes...) permet de mesurer l'importance de son budget et des instruments mis à la disposition du Parti, mais elle est aussi un moyen de contrôle politique : chaque militant est à même d'apprécier les résultats de la propagande du parti, de mesurer, par exemple, dans sa fédération, le concours des élus aux réunions organisées, comme le rapport du groupe parlementaire permet d'apprécier son travail à la Chambre, la part prise dans la propagande générale de la SFIO et parfois le versement de sa cotisation d'élu. Dans un parti où les élus sont sous surveillance, c'est à la fois la reconnaissance de leur rôle, et un rappel de leur responsabilité particulière. Les sections et les fédérations ont des pièces en main pour juger du travail accompli par leurs élus au service du Parti ; mais dès 1908, le rapport indique que la précision sur les réunions ne peut être obtenue du fait du manque de communication des orateurs et des fédérations qui les sollicitent. Les élus savent aussi se défendre de cette transparence qui tourne au contrôle.

Dans cette sorte de mise en chiffres de la vie du Parti, les fédérations les plus puissantes jouent aussi leur partition : dans le Nord et le Pas-de-Calais, les rapports des congrès fédéraux paraissent dans la presse et en brochures pour l'information des militants, mais aussi comme preuve de leur bonne santé. Elles sont montrées en exemple, et suscitent admiration, curiosité mais aussi parfois des réticences.

La production de documents occasionnée par le congrès annuel (circulaires, rapports préparatoires, contributions, motions, comptes rendus, annexes, discours, publiés *in extenso* ou de façon fragmentaire, etc.), est à la fois nécessaire au combat immédiat, mais elle est aussi là pour servir de documentation, de mémoire – ou d'archives – à l'organisation pour l'action. Elle témoigne du souci du Parti socialiste de se montrer tel qu'il est – il n'a rien à cacher, d'où la confiance qu'il mérite – aujourd'hui mais aussi pour demain. Le choix d'ouvrir les congrès nationaux à la presse, de publier les rapports du trésorier et les effectifs du Parti, fédération par fédération, obéit à cette préoccupation de transparence. Certes, la première séance qui voit l'examen des rapports du secrétariat et de la trésorerie se tient à huis clos. Mais, elle est plus que formelle et rien de ce qui se discute dans le Parti, n'échappe aux observateurs de la presse. Cette transparence accompagne aussi le souci de se doter d'une archive de l'organisation, pour l'histoire.

Cette élaboration collective du message et du programme socialistes se fait donc au grand jour. L'ouverture vers un public non spécifiquement socialiste n'allait pas sans certaines réticences : la « publicité » des débats des socialistes – soumise au vote du congrès national lors de la première séance – rencontre régulièrement l'hostilité d'une partie des militants, notamment des guesdistes qui s'insurgent de voir leurs propos déformés dans la presse. Mais débats ouverts, et chiffres publiés, cette attitude témoigne d'une confiance dans l'avenir, dans la progression du socialisme, qui doit pouvoir se mesurer depuis l'origine. Alors certes, on peut toujours constater la difficulté qu'il y a à « exploiter » ces données chiffrées sur la durée. Mais pour l'historien aujourd'hui, ces sources constituent donc des archives primordiales pour qui travaille sur le mouvement socialiste en France. Elles nous aident par ailleurs à comprendre la mentalité militante, la construction de l'image de soi.

Au congrès de Tours, en 1920, deux conceptions du Parti vont s'opposer, d'un côté les tenants d'une organisation structurée, disciplinée, pyramidale, autoritaire, gérée de manière efficace et scientifique, et de l'autre les continuateurs de la « vieille maison » et d'organisation fédérale, un parti de libre discussion. La SFIO maintenue reste donc ce qu'elle est, et garde en héritage un mode de fonctionnement. Mais les débats de Tours rappellent qu'avant 1914 cette gestion *a minima* rencontrait des oppositions, comme elle nourrira des débats dans les années suivantes, sans que le parti n'y apporte de véritable réponse. Les grands traits de la SFIO sont fixés depuis 1905, et ils resteront largement valables jusqu'à la fin des années 1970. Un petit parti de militants, qui s'active dans les périodes électorales, qui connaît des vagues d'adhésions et de reflux, laissant une large autonomie aux fédérations. Remarquons que durant les années Jaurès, les chiffres fournis par la direction du Parti n'ont pas été contestés. Parce qu'ils sont incontestables, ou parce qu'il ne faut pas remettre en cause l'unité ? La réponse emprunte aux deux interprétations. Dans ces années de jeunesse, le bricolage que pratique le Parti, dont de multiples indices sont donnés dans les débats et interventions en congrès, ne débouche pas sur une remise en cause ni des chiffres, ni des hommes chargés de « gérer » le parti. Comme si tous les camarades étaient conscients du caractère impossible de cette mission, compte tenu du mode de fonction-

nement et des statuts de la SFIO. Les renseignements sur l'activité du parti, la quantification de ses succès et ses échecs, fournis par les rapports cherchent d'autant plus à donner l'impression d'un parti structuré, moderne, bien géré, que cette volonté se heurte à une réalité beaucoup plus brouillonne.

La SFIO se développant, la querelle des chiffres ira s'amplifiant dans différentes directions : d'abord, dans les années 1930, les « participationnistes » autour de Pierre Renaudel pèsent pour que les voix des électeurs entrent dans le calcul des mandats, ce que la majorité refuse. Dans les années d'après la Deuxième Guerre, la contestation porte à la fois sur les chiffres d'adhérents des années 1945-1946, surévalués selon les partisans de Guy Mollet pour rendre encore plus spectaculaire la baisse des années 1947-1950, et sur les données mêmes, les beaux chiffres ronds des petites fédérations, masquant à peine, pour les opposants, les « tripatouillages » de la direction « molletiste » pour s'assurer le contrôle de la majorité des mandats pour le congrès. Contestation sur les chiffres qui accompagne la saga du congrès d'Épinay en 1971, et qui est récurrente dans certaines fédérations.

On constate à différentes étapes de son histoire, notamment dans les années 1960, que c'est justement au moment où le parti se rétracte qu'il éprouve le besoin de fournir force données statistiques comme preuve de sa vitalité ou des moyens mis en œuvre pour redresser la barre.

Si le Parti socialiste de 1905 à la fin des années 1970 met un point d'honneur à publier, même quand ils sont contestés, des rapports chiffrés, de ses effectifs, de sa trésorerie, depuis le milieu des années 1980, cette habitude a été perdue, et les données des effectifs par fédération ne sont plus publiées qu'exceptionnellement (le congrès se tenant désormais tous les trois ans), nourrissant la suspicion. Mais le financement public de la vie politique a modifié la situation puisque désormais les militants peuvent trouver les informations sur les comptes de leur parti, que la direction n'éprouve plus le besoin de leur fournir, dans le *Journal officiel*. La « transparence » est désormais imposée par la société, et non plus par le Parti, comme garantie du « vivre ensemble ».

Frédéric CÉPÈDE
OURS

Annexe I : Les effectifs de la SFIO

CONGRÈS	ADHÉRENTS	CARTES PRISES DANS L'ANNÉE
1905 1 ^{er} Globe	34688	
1906 3 ^e Limoges	43462	
1907 4 ^e Nancy	48327	52913
1908 5 ^e Toulouse	49348	56963
1909 6 ^e St-Étienne	51692	57977
1910 7 ^e Nîmes	53928	69085
1911 8 ^e St-Quentin	63358	69708
1912 9 ^e Lyon	63657	72692
1913 10 ^e Brest	68903	75312
1914 11 ^e Amiens janvier	72765	
1914 Paris juillet	93218	93218

Annexe 2 : Résultats électoraux

LÉGISLATIVES	VOTANTS	SUFFRAGES SFIO	ÉLUS
1906		877999	51
1910		1110561	76
1914	8000000	1397373	102